

Marcel Cassou, Emmanuel Grégoire, Jean-Yves Moisseron
21 novembre 2011

Des cafés

Le Sahara, pas si désert

Débat "Le Sahara, pas si désert", à l'occasion de la sortie du numéro de la Revue Hérodote « Géopolitique du Sahara », animé par Marcel Cassou (Polytechnicien, il a dirigé bénévolement, de 1974 à 1984, une action d'assistance aux Touaregs de la région d'Arlit, auteur de "Sur les routes de la faim", "Avec la soif pour compagne", "Le Transsaharien"), Emmanuel Grégoire (Géographe, Directeur de recherche à l'IRD, membre du CEAF. Auteur de « Touaregs du Niger, le destin d'un mythe », 2010, Karthala) et Jean-Yves Moisseron (chercheur en économie à l'IRD-Université Paris-Panthéon Sorbonne) le lundi 21 novembre à 19h au Snax Kfé (182 rue St Martin - 75003 Paris ; M° Châtelet-les Halles, Etienne Marcel, Rambuteau)

C'est le Sahara que les cafés géopolitiques ont choisi pour ouvrir la saison. À travers cette thématique, nous avons souhaité à la fois revenir sur les enjeux des soulèvements politiques dans la région et également aborder d'autres aspects : le développement de trafics, la présence de groupes terroristes, les prises d'otages... Par ailleurs, ce café présenté par Delphine Papin était l'occasion d'aller à l'encontre d'un certain nombre de représentations : les migrations, al-Qaïda au Maghreb Islamique...

Pour mieux comprendre les enjeux liés à cet espace, les cafés géopolitiques ont invité trois intervenants :

Marcel Cassou, Polytechnicien, il a dirigé bénévolement, de 1974 à 1984, une action d'assistance aux Touaregs de la région d'Arlit, il est l'auteur de « Sur les routes de la faim », « Avec la soif pour compagne » », « Le Transsaharien ».

Emmanuel Grégoire, Géographe, Directeur de recherche à l'IRD, membre du CEAF. Auteur de « Touaregs du Niger, le destin d'un mythe », 2010, Karthala.

Jean-Yves Moisseron, Chercheur en économie à l'IRD-Université Paris-Panthéon Sorbonne.

Désordre, pouvoirs et recompositions territoriales au Sahara

Emmanuel Grégoire part d'un constat : depuis une dizaine d'années, on assiste à un retour en force du Sahara sur la scène politique et médiatique internationale. À cela plusieurs raisons : l'installation de groupes terroristes islamistes sur son sol (l'AQMI), le développement de trafics en tous genres (cigarettes, drogues, armes), l'immigration clandestine de Subsahariens qui fait craindre à l'Union européenne l'arrivée massive d'Africains sur son sol et enfin la compétition engagée entre pays du Nord et pays émergents pour s'appropriier ses richesses minières et pétrolières. À ces éléments spécifiquement « sahariens » s'ajoute la situation politique au Maghreb. Le suicide d'un vendeur de fruits et légumes racketté par la police tunisienne a déclenché ce qu'on a appelé la « révolution des jasmins » qui entraîna la chute du président Ben Ali puis les « Printemps arabes » dont le président égyptien Hosni Moubarak fut la seconde victime. En Libye, le mouvement de contestation prit la forme d'une

insurrection armée qui se traduit par la chute du régime du colonel Mouammar Kadhafi, ce qui change la donne au Sahara tant son influence était grande.

On voit les cartes se redistribuent sans que l'on sache pour le moment qui aura les meilleurs atouts dans son jeu d'autant plus que des puissances étrangères sont parties prenantes : la France, les Etats-Unis et la Chine. L'hégémonie française qui est vieille de plus de cent ans est remise en cause par les Etats-Unis dont le retour en force (2002) s'explique par leur désir de lutter contre le terrorisme international après les attentats du 11 septembre. Depuis 2007, elle est également battue en brèche par la Chine qui effectue une percée remarquable sur tout le continent noir.

Les contributions rassemblées dans le récent numéro « Sahara » d'Hérodote étudient ces chamboulements géopolitiques et les recompositions territoriales qui les accompagnent. Emmanuel Grégoire aborde quatre points essentiels pour comprendre les enjeux actuels : les circulations marchandes et humaines ; la porosité des frontières sahariennes qui demeure une constante ; la captation des rentes (anciennes et nouvelles) ; l'apparition de nouveaux pouvoirs liés à ces rentes.

Les circulations marchandes et humaines

Chaque période de l'histoire saharienne se caractérise par ses propres circulations intra et transsahariennes.

1/ Pour rappel, l'ère précoloniale a été marquée par les caravanes de sel et de natron qui reliaient, par exemple, les oasis de Bilma et de Fachi au Niger à la ville de Kano (Nigeria). D'autres caravanes acheminaient des dattes, des céréales, du bétail et diverses marchandises d'une oasis à l'autre. Enfin, les esclaves faisaient l'objet d'une traite intense entre les deux rives du Sahara. Ces flux ont permis l'émergence de grandes fortunes sahariennes.

2/ La colonisation entraîna un changement géopolitique radical : parfois non sans mal (révoltes touarègues de 1916 et 1917), elle imposa des frontières dans un espace auparavant ouvert et le scinda en une série de territoires que la conférence de Berlin 1884-85 attribua principalement à la France et à la Grande-Bretagne. Ces puissances affaiblirent le commerce transsaharien au profit de flux côtiers et de voies qu'elles avaient ouvertes depuis les ports du golfe de Guinée. Parallèlement, elles tracèrent de nouvelles routes indispensables à leur contrôle politique et à la circulation de leurs camions militaires et de ravitaillement. À partir des années 1930, l'arrivée de l'automobile révolutionna le transport saharien en rapprochant lieux et populations. Grâce à ces progrès technologiques et sous l'effet de besoins grandissants en sources d'énergies, les campagnes de prospections pétrolières et minières européennes s'intensifièrent au cours des années 1950, le Sahara étant alors convoité pour les richesses de son sous-sol (pétrole, uranium, fer, charbon, manganèse).

3/ Au lendemain des indépendances des pays du Maghreb et du Sahel, il n'y a pas eu de véritable rupture : la naissance d'Etats modernes ne modifia pas la nature des flux locaux et transsahariens qui demeurèrent modestes tant en valeur qu'en quantité. Certains d'entre eux furent d'ailleurs interrompus sous l'effet des conflits régionaux (celui de la bande d'Aozou au Tchad ou du Sahara occidental) ou intérieurs comme les rébellions touarègues (tourisme).

4/ Les années 1990 et plus encore 2000 marquent une rupture et inaugurent une nouvelle ère caractérisée par de profondes transformations nées de la mondialisation et de l'insécurité qui, de résiduelle après les rébellions touarègues, devint structurelle. Le commerce saharien s'est alors diversifié et internationalisé, le Sahara étant désormais approvisionné depuis la Chine. À cette même époque s'ajoutèrent des mouvements importants portant sur le bétail (chameaux) et plus encore sur les cigarettes acheminées au Niger depuis les ports de Cotonou et de Lomé puis réexportées clandestinement en Libye et en Algérie où leur importation est prohibée : ce négoce explique la fortune d'hommes d'affaires et de hautes personnalités politiques.

À ces flux marchands transsahariens légaux et illégaux se greffèrent, au cours des années

1990, des mouvements migratoires de grande ampleur qui sont le fait de Subsahariens. Ces flux participent à l'élargissement de l'espace migratoire régional. Dans le numéro d'Hérodote, Julien Brachet, Armelle Choplin et Olivier Pliez expliquent qu'à la migration « à destination du Sahara s'est ajoutée une migration entre les deux rives du Sahara » puis une « migration transsaharienne à destination de l'Europe ».

Les rébellions touarègues des années 1990 puis 2000 ont affecté ces circulations marchandes et humaines en instaurant un climat d'insécurité qui s'avère être durable : le Sahara est devenu un espace de non-droit aux mains de trafiquants de toutes sortes et de groupes armés constitués d'anciens rebelles touaregs. Parallèlement, il est devenu une aire de transit de stupéfiants : Simon Julien dans son texte décrit les principales routes empruntées par les trafiquants de hachisch et de cocaïne ainsi que l'organisation de leurs réseaux (15% de la production mondiale de cocaïne transiterait par l'Afrique de l'Ouest). À une économie entre licite et illicite s'est donc juxtaposée en 2006 une économie criminelle qui constitue un mode d'insertion dans l'économie mondiale. La brigade salafiste d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) est impliquée dans le transport de la précieuse marchandise et touche une dîme lors de son passage dans la zone qu'elle contrôle. Auparavant limitées à l'Algérie, les actions du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) devenu AQMI en janvier 2007 se sont donc étendues à l'espace saharo-sahélien occidental (Mauritanie, Mali et Niger) où l'organisation se livre également au trafic d'otages (aspects abordés par André Bourgeot).

La porosité des frontières sahariennes

Les frontières sahariennes actuelles sont nées du découpage colonial. Elles n'ont jamais constitué un obstacle aux échanges marchands et en ont été plutôt un adjuvant dans la mesure où leur perméabilité fournit des opportunités de commercer. Les acteurs peuvent jouer et se jouer des différences de politiques économiques suivies par les Etats, de leur appartenance à des zones monétaires distinctes (franc CFA, dinars algériens et libyens, dirham marocain, ouguiya mauritanien, livre égyptienne et soudanaise) et du prix et de la disponibilité des marchandises de part et d'autre des frontières. En prenant l'exemple du gros commerce de fraude portant sur le lait en poudre *lahda* subventionné en Algérie, Judith Scheele qualifie dans son article les frontières « de ressource pour les commerçants et les populations qui parviennent à se ravitailler à bon marché ». Plus encore, elles sont devenues indispensables aux économies locales : une intégration réelle des économies interrégionales s'est donc opérée par le bas et en l'absence d'organisations supra nationales, la Cen-Sad (Communauté des Etats sahélo-sahariens) étant plus à l'état de projet qu'une réalité (l'Algérie n'y a pas adhéré). À propos du trafic du hachisch et de la cocaïne, la porosité des frontières sahariennes et la faiblesse des systèmes judiciaires et policiers nationaux constituent pour les trafiquants un avantage comparatif déterminant dans leur choix d'emprunter la voie sahélienne vers l'Europe. Loin d'être combattue par leurs dirigeants, l'arrivée de ces produits est, au contraire, tolérée car ils permettent l'apport de *cash* que l'économie formelle et les projets de développement sont incapables de fournir aux populations. Ces trafics de drogue vont de pair avec une accélération de la circulation des armes, d'abord légères, puis lourdes depuis la guerre civile en Libye. Aussi, la zone sahélo-saharienne se caractérise-t-elle par un fort développement des activités criminelles qui s'effectuent en toute impunité : les frontières protègent les trafiquants locaux des poursuites et ralentissent les enquêtes. De plus, ils bénéficient de l'appui de réseaux structurés au sein desquels sont impliquées de hautes personnalités politiques (cas de la Guinée-Bissau) et des militaires de haut rang comme l'attestent les arrestations de personnages importants et des membres des forces de sécurité.

Le Sahara est aussi en passe de devenir une frontière migratoire de l'Europe. L'accroissement des contrôles des migrants en zone saharienne a redéfini la géopolitique de l'espace et trois frontières se dessinent comme l'a exposé Olivier Pliez dans un ouvrage. La première

correspond aux limites politiques de l'espace Schengen et est de plus en plus efficacement fermée. La deuxième, le long des côtes d'Afrique du Nord et de l'Ouest, prend la forme d'un espace-tampon parsemé de camps de rétention dans lequel s'opérerait le filtrage des migrants et des réfugiés. Une troisième frontière, aux contours flous et mouvants, quasi dématérialisée, se met en place par répercussion à des milliers de kilomètres au sud. Cette dernière frontière n'est pas une ligne, mais un vaste espace saharo-sahélien où les circulations vers le Nord sont de plus en plus entravées. En son sein, le long des routes, les migrants sont soumis à des contrôles, des taxes, des arrestations et des refoulements.

Les frontières jouent également un rôle important dans le domaine du terrorisme. L'AQMI utilise la frontière nigéro-malienne dans sa stratégie de prises d'otages. Ce groupe « s'approvisionne » en territoire nigérien comme l'ont montré les enlèvements de Michel Germaneau (avril 2010), des sept employés des groupes Areva et SATOM (septembre 2010) et des deux jeunes gens dans un restaurant de Niamey (janvier 2011) puis « stockent » leurs otages dans la région montagneuse du Timétrine située au nord-ouest de l'Adrar des Iforas (Mali). La présence de ce groupe salafiste y transforme les pratiques sociales des populations locales dans leur vie quotidienne où elles se voient contraintes de se plier à leurs normes religieuses (statut de la femme). Toutefois, l'assise sociale de l'AQMI paraît encore faible, ce groupe représentant 300 à 500 personnes selon des sources policières occidentales.

Sur un vaste ensemble, on assiste donc à une parcellisation et une spécialisation de l'espace sahélo-saharien en une série de territoires ou de routes affectées à des activités précises : chaque groupe en a sa propre perception et utilisation. Dans ce contexte, les frontières et l'hinterland saharien sont de moins en moins contrôlés par les Etats.

Le Sahara des rentes

Les ressources naturelles de la planète deviennent l'objet de multiples convoitises comme en témoignent les recherches pétrolières et minières désormais effectuées dans des zones autrefois négligées pour des raisons de coût. Les cours élevés des matières premières ont modifié la géographie des zones d'exploration dans le monde et en particulier dans la zone saharienne de l'Afrique comme le montre Benjamin Augé. Les pays sahélo-sahariens deviennent stratégiques dans la compétition à laquelle se livrent les sociétés nationales d'Afrique du Nord pour des raisons de contrôle géopolitique de leur arrière-pays, des sociétés asiatiques à commencer par la CNPC (China National Petroleum Corporation) et des multinationales occidentales. Ces sociétés mettent en place des stratégies élaborées pour s'accaparer la rente. L'exploitation de l'uranium au Niger montre comment le président Mamadou Tandja, à présent destitué et son entourage, ont mis en place un dispositif pour accaparer la rente issue de la délivrance de permis d'exploration. De manière analogue au pétrole, l'uranium qui est aussi une source d'énergie indispensable à l'économie mondiale, favorise la corruption et influe fortement sur la vie politique intérieure et étrangère des Etats (Niger). Ces rentes issues de l'exploitation pétrolière ou uranifère ont aussi donné naissance à des conflits régionaux, notamment la rébellion touarègue nigérienne qui a dénoncé le faible bénéfice tiré par cette communauté de l'exploitation des gisements miniers d'Arlit qui, selon elle, profitaient davantage aux populations noires originaires du Sud du pays que locales. Les relations entre les réseaux de commerce et les Etats, lieux d'accumulation par excellence, posent le problème de la rente marchande. Commerçants, hommes d'affaires et pouvoirs politiques se rencontrent pour se partager les rentes frontalières, animateurs et protecteurs des trafics ayant un intérêt commun. Les protecteurs de ces trafics interviennent pour soumettre les animateurs des réseaux clandestins à leurs visées politiques et financières tandis que ces derniers tentent de les englober, parfois de les déborder, en vue de maximiser leur accumulation. À quelque échelle que ce soit, du plus simple contrebandier au trafiquant de drogue, la corruption est omni présente dans la zone et permet aux affaires de se concrétiser.

On la retrouve aussi dans le domaine de la migration où policiers et douaniers chargés du contrôle de la mobilité en tirent profit.

Que ce soit donc pour le commerce saharien et transsaharien illicite, les trafics liés à l'économie criminelle, les mouvements migratoires ou l'exploitation des richesses minières et pétrolières, l'enjeu est identique, l'appropriation de la rente même si celle-ci n'implique pas les mêmes moyens.

Les nouveaux enjeux sécuritaires

La présence de mouvements terroristes islamistes, le développement du trafic des stupéfiants et des armes, les migrations clandestines et les nouveaux enjeux miniers et pétroliers ont fini par mettre la question de la sécurité sur le devant de la scène, les Etats sahariens et les puissances occidentales ne pouvant plus tolérer un tel désordre : le Sahara est désormais un « front de guerre contre le terrorisme », les Etats-Unis jugeant que leur propre sécurité est dépendante des succès contre le terrorisme tout particulièrement au Maghreb-Sahel dont sont originaires des combattants qu'ils ont affrontés en Afghanistan. Dès 2002, soit un an après les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis ont cherché à renforcer les capacités des gouvernements de la région. La stratégie américaine consiste à sous-traiter aux Etats la lutte contre le terrorisme et les trafiquants de drogue tout en leur en donnant les moyens. En cela, ils tirent les conclusions de leurs interventions en Irak et en Afghanistan comme l'explique Antonin Tisseron.

Les intérêts vitaux de la France (politiques et économiques) sont directement menacés par l'instabilité de la région. C'est pourquoi elle cherche à développer sa coopération sécuritaire et militaire avec ses anciennes colonies sahéliennes notamment dans le domaine des flux migratoires à destination de l'Europe. Les amalgames entre « terrorisme » et « migration clandestine » sont de plus en plus récurrents si bien qu'un Etat comme l'Algérie a renforcé le contrôle des déplacements dans la zone à la satisfaction des Etats-Unis et de l'Europe.

L'Algérie entend bien être la puissance hégémonique au Maghreb et au Sahel dans la mesure où elle dispose d'un certain savoir-faire dans la lutte antiterroriste comme en témoigne son histoire récente. Son hégémonie ne pourrait finalement être remise en question qu'à partir de l'effondrement du système politique intérieur algérien lui-même et non à partir d'une rivalité étrangère comme l'expose le texte de Salim Chena dans le numéro d'Hérodote sur le Sahara. Seule la Libye du colonel Kadhafi aurait pu lui contester cette suprématie. Dès son arrivée au pouvoir en 1969, ce dernier s'est tourné vers le sud du Sahara. À la fin des années 1980, il incite les Touaregs à s'engager dans la légion islamique puis joue un rôle important dans la résolution des rébellions touarègues. Sa disparition bouleverse la géopolitique régionale. Les enjeux sont considérables et les conséquences difficilement envisageables tant les *scenarii* peuvent être nombreux. Une chose est certaine : la distribution massive d'armes non seulement légères, mais aussi lourdes à laquelle s'est massivement livré le guide de la révolution pour lutter contre les insurgés de Benghazi assistés des forces de l'OTAN, va accroître une insécurité déjà très forte. L'AQMI en a profité pour s'équiper en armes lourdes (missiles anti-aériens et en explosifs) tandis que des Touaregs maliens et nigériens dont plusieurs centaines ont combattu aux côtés des forces pro-Kadhafi se sont équipés en armes légères avec certainement l'objectif de s'en servir un jour.

Dans cette conjoncture agitée et changeante, les Etats sahéliens paraissent démunis. Malgré les efforts des Etats-Unis et de la France, les carences de leurs forces militaires demeurent réelles, l'étendue des zones à contrôler ne facilitant pas la surveillance. Face aux divergences entre pays du Sahel et entre ceux-ci et l'Algérie, la régionalisation de la lutte contre le terrorisme paraît impossible, le Sahara demeurant un enchevêtrement de logiques géopolitiques contradictoires où s'entremêlent les objectifs des Etats, ceux des puissances étrangères. Entre les deux, des populations démunies qui ne se reconnaissent souvent pas dans

les Etats nés de la décolonisation.

Emmanuel Grégoire conclut son exposé en disant que la situation de désordre saharien et les nombreuses questions qu'elle soulève ont justifié de faire le point sur ce désert emblématique dont l'avenir s'annonce tumultueux.

Les Touaregs et le désert

Marcel Cassou revient pour les cafés géopolitiques sur sa longue expérience du désert et sa connaissance de ses habitants.

1 / L'origine exacte des Touaregs est inconnue.

On dit généralement qu'ils sont Berbères. Leur nom serait d'origine arabe et signifierait « les oubliés de Dieu ». La légende prétend que Tin Hinan, leur reine, dont le tombeau se trouve à Abalessa, à 40 km au nord-ouest de Tamanrasset, serait venue du Maroc. On trouve des Touaregs principalement dans 5 pays : Algérie, Niger, Mali, Libye et Burkina-Faso. En 1970 ils étaient environ 520 000 (10 000 en Algérie, 250 000 au Niger et autant au Mali). Certains documents les estiment aujourd'hui entre 1,5 et 3 millions dont 50% au Niger et 35% au Mali. En Algérie, ils seraient environ 15 000.

Au 19^{ème} siècle il y avait 4 grands groupes (ou Confédérations) : les Hoggars, les Ajjers, les Aïrs et les Aouélimmiden (Adrar des Ifoghas), subdivisés en de nombreuses tribus, chacune comportant des nobles et des serviteurs. Leur principale ressource était le trafic des esclaves noirs. La société touarègue est matrilineaire, c'est-à-dire que l'enfant suit le sang de sa mère. Le fils d'un père serf et d'une mère noble est noble, tandis que le fils d'un père noble et d'une mère serf est serf. « C'est le ventre qui teint l'enfant » disent-ils. Quand dans une confédération touarègue, l'Aménokal venait à mourir, son successeur théorique normal n'était pas son fils mais le fils de sa sœur aînée. A cette époque, chez les Touaregs, la femme est l'égale de l'homme. Elle est toute puissante au sein de la famille. Elle s'occupe de l'éducation des enfants et gère les biens. Elle sait lire et écrire, ce qui à une époque n'était pas le cas de tous les hommes. Ce n'est plus le cas aujourd'hui où, surtout dans les villes, l'éducation a beaucoup progressé.

La langue parlée est le tamahaq (différents noms suivant les régions). L'écriture est le tfinagh mais les ouvrages en tfinagh sont très rares et résultent souvent de l'initiative d'Occidentaux (Le Petit Prince).

2/ La grande sécheresse de 1973

Le nord du Niger était en danger de mort. Il n'y avait pas de camions pour transporter les vivres dans les campements.

L'initiative du Club « Les Routes du Monde » : Après avoir acheté un camion, ils en ont par la suite eut jusqu'à 9. 50 bénévoles se sont succédé sur cette opération. En deux ans 4 000 tonnes de vivres ont été distribuées puis un barrage a été construit. Au total, l'opération, prévue pour 3 mois, a duré presque 10 ans. Son coût a été de 365 000 euros. Le détail en est raconté dans le livre « Sur les routes de la faim » : texte + CD, publié par L'Harmattan en mai 2011.

Les sources de financement ont été multiples, mais rien du CEA qui pourtant exploitait déjà la mine d'uranium d'Arlit.

L'expérience de Marcel Cassou :

Il se souvient d'une carte en 1964 présentant la zone touarègue pour en faire un état indépendant. En Algérie, les Touaregs ne voulaient pas dépendre des Arabes. Il se souvient également d'une discussion avec le Sous Préfet de Tam en 1969 : « On n'est pas nomade par goût, on l'est par nécessité et nous supprimerons la nécessité ».

Actuellement plusieurs oasis sont équipées en solaire, à l'instar de Tin Tarabine, au sud-est de Tam. Un château d'eau y a été construit ce qui a permis l'accès à l'eau courante dans les maisons et à l'électricité dans les habitations. Ces mesures ont contribué à sédentariser les Touaregs.

Au Niger, Marcel Cassou a ressenti un manque flagrant d'assimilation. Les Touaregs en sont en partie responsables, avec leur volonté de garder leur liberté de mouvement, leurs parcours traditionnels, etc...Cf livres (Yellow Cake).

Situation actuelle au Niger

Trois acteurs sont à noter : les sociétés industrielles ; le pouvoir noir car depuis la tentative de coup d'état de 1976 du capitaine touareg Sidi Mohammed, les Touaregs ont été marginalisés et le Colonel Kountché les avait considérés comme des ennemis de la patrie ; et les Touaregs, qui souffrent et ont du mal à s'intégrer (pour avoir un contrat de travail : jugement supplétif → acte de naissance → carte d'identité → carte de chômage → demande d'emploi). Tout cela est bien expliqué dans le livre « Touareg, le destin confisqué ».

3/ Le rôle des Touaregs aujourd'hui

L'avis de Marcel Cassou se base sur des conversations récentes avec des Touaregs, demeurant en Algérie et qui ont dû cesser leurs activités touristiques au Mali et au Niger. En Algérie, il n'y a pas vraiment de problème. La communauté touarègue est très réduite. Au Niger et au Mali, selon ses amis, il faut distinguer les jeunes et les moins jeunes. Les moins jeunes (40 ans et plus) voudraient que le calme revienne pour reprendre leurs anciennes activités, surtout dans le tourisme. Les jeunes ont été très influencés par la politique néfaste de Kadhafi (et son appel d'Ubari en 1980), qui en leur distribuant de l'argent et des armes, en a attiré beaucoup en Libye dans la légion islamique et leur aurait conseillé de « f. le bordel dans leurs pays ». Pour l'anecdote, Marcel Cassou nous a raconté la visite de Saïf al Islam à Tam. Ce dernier a demandé à aller à Abalessa voir le tombeau de Tin Hinan et y prier, parlant d'elle comme étant « sa grand-mère » !

De toute évidence la chute de Kadhafi a entraîné un retour important de Touaregs, rentrés avec des stocks d'armes. Que vont-ils en faire ? Cela explique la position des autorités algériennes qui, en janvier 2011, avaient fermé tout le Sud de Tam. Cette zone a été rouverte partiellement en septembre. Le Tassili du Hoggar devrait être rouvert le 1er décembre avec la constitution d'un camp sécurisé. Depuis 2003, le Sud de l'Algérie est une base de repli pour les Touaregs du Mali et du Niger. Les Touaregs d'Algérie, peu nombreux, ont été sédentarisés et donc assimilés par force. Ils gardent cependant un amour des déplacements. Le vrai problème est celui des Touaregs du Mali et du Niger, compte tenu de leur opposition avec le pouvoir noir.

La Libye après Khadafi

Jean-Yves Moisseron traite de la Libye et aborde son rôle sur le Sahara après la chute de Kadhafi.

1/ La Libye : un lieu de croisement et de circulation important

- Le pays est constitué d'une **frontière intérieure** qui le sépare en **trois ensembles** : la Cyrénaïque à l'est (qui se rapproche du Machrek), la Tripolitaine à l'ouest (qui se rattache plutôt au Maghreb) et le Fezzan désertique au sud.

- Une **population jeune** : Le pays ne contient que 6 millions d'habitants sur une surface grande comme 3 fois la France, la moitié de la population a moins de 15 ans, et forme une

relative **unité** ethnique (arabes, berbères, touaregs, musulmans sunnites) et linguistique.

- Le "**romantisme bédouin**" : Kadhafi est un bédouin. Les bédouins et les touaregs partagent des valeurs d'honneur et de liberté individuelle. La liberté des individus (hommes et femmes), enserrée tout de même dans les liens personnels familiaux ou tribaux, n'est pas toujours conciliable avec l'idée occidentale de la représentation parlementaire : être représenté par un député serait une forme d'aliénation. Kadhafi a repris cette idée dans son fameux « livre vert ».

- **L'unité politique a été longue à se constituer**, les prémisses de la naissance de l'État-nation sont nées au début du XXe siècle dans une opposition à l'occupation italienne, extrêmement violente, et un **rapport traumatique à l'Occident**.

- **Le pétrole** représente 70% du PIB, 93% des revenus d'État, et 95% des exportations. La Libye est le premier pays africain en termes de réserves. Chaque Libyen pouvait vivre de cette rente (en moyenne 1 000 \$/hbt). Le PIB/pers était avant la guerre supérieur à celui de la Roumanie, ou de la Tunisie.

Avec une économie rentière, il n'était pas nécessaire de mettre en place un système fiscal et par conséquent, cet élément important dans la construction d'un État-nation manquait.

- L'économie libyenne fonctionne avec des travailleurs africains.

2 / La Libye : une société tribale

- une **société segmentaire ou acéphale** (sans tête) : C'est toute une stratification sociale et une hiérarchisation complexe qui crée des rapports d'alliances fragiles entre segments (tribus, sous-tribus, clans, familles) et qui génère un système d'hostilité permanente entre sous-groupes.

- le **refus de toute autorité centralisée** : Ce genre de société repose sur une gestion régionale plutôt autonome que Kadhafi contrôlait par la violence, l'arbitraire mais aussi la délégation du pouvoir à des groupes lui faisant allégeance. Historiquement, les instances politiques transcendant à la logique conflictuelle des groupes se trouvaient dans les **confréries soufies** qui permettaient l'arbitrage des conflits.

- mais ce système social qui a débouché sur la monarchie d'Idriss 1er n'était plus capable de gérer les **tensions liées à la rente pétrolière** et de cette configuration découle une contradiction fondamentale

- Le génie politique de Kadhafi a été de parvenir à résoudre ces contradictions avec la mise en place de la Jamahirriya, un système de gouvernance unique en son genre. Mais ce système n'était plus adapté pour satisfaire les demandes d'une société libyenne plus jeune, plus urbaine, plus éduquée.

3/ Les perspectives se situent à trois échelles.

- Au niveau intérieur, les tribus disposent d'un pouvoir de nuisance sur le pétrole. En effet, le découpage des centres pétroliers correspond au découpage des grandes alliances historiques tribales entre la Cyrénaïque d'une part et la Tripolitaine d'autre part. Les risques de fragmentations régionales pèsent toujours.

- À l'échelle de l'Afrique, un acteur important disparaît dans la géopolitique du Sahel. Kadhafi a multiplié les unions et les fusions politiques avec le monde arabe. Il avait une politique africaine très active et très ambitieuse (satellites de communication, aides agricoles, politique culturelle islamique). Il a largement financé l'Union africaine. La logique constante de sa politique africaine consistait à couper l'herbe sous le pied d'Israël et à s'opposer à la France.

Après le renversement du régime libyen, l'échiquier qui se met en place est incertain avec des acteurs qui voudront intervenir dans l'espace sahélien mais des capacités d'action et de contrôle de la zone limitée sauf pour l'Algérie. Concernant la mobilisation algérienne dans la lutte contre Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), Alger est en décalage avec la logique de réconciliation avec les djihadistes qui accepteraient de déposer leurs armes.

- Au niveau de la **Méditerranée**, dans le meilleurs des cas, on pourrait imaginer une zone de paix et d'équilibre en aidant à la construction d'une **Union du Maghreb Arabe** (UMA) et surtout en redéfinissant les modalités du partenariat euro-méditerranéen. Mais les révolutions arabes et l'émergence des partis islamistes dans toute la zone redistribuent les cartes.

Après ces trois interventions, Delphine Papin invite la salle à poser des questions.

Le débat

Questions de la salle :

Q. : Au sujet de la Libye, peut-on envisager un risque de scission ? Lorsque les structures fédérales ne reposent pas sur un sentiment d'unité nationale, elles ne survivent pas longtemps. Vous avez mentionné que le contact avec l'Occident avait été « traumatique ». Pourquoi les Italiens n'ont-ils pas utilisé les tribus les unes contre les autres ?

R. J.-Y. M. : Une **structure fédérale avait déjà été adoptée** par le roi Idriss al-Sanussi dit Idriss Ier lors de l'indépendance en 1951, mais ce régime a été abandonné quelques années après.

Le sentiment national s'est surtout construit dans l'opposition à l'Italie qui avait colonisé l'actuelle Libye à partir de 1912. La **confrérie soufie Sénoussiyya** (située à l'est du territoire) a joué un rôle important dans l'unification des tribus pour cette lutte contre l'occupant, au cours de laquelle une grande part de la population a été déplacée.

Mais il n'y a pas d'unification totale des tribus. Par exemple le CNT n'a pas pu entrer dans la ville de Bani Walid sans négociation. Le CNT n'a qu'une emprise très limitée sur le terrain et la "libération de Bani Walid par le CNT" relève davantage de la communication politique que de la réalité.

Le système économique de redistribution de la rente pétrolière a permis une certaine **autogestion au niveau local**. Ainsi, devant l'effondrement et les difficultés du régime de Kadhafi, les villes se sont rapidement prises en mains. Les problèmes risquent d'apparaître si le pays ne parvient pas à produire et exporter du pétrole à un niveau suffisant dans un scénario de compétition possiblement armée entre tribus qu'il ne faut pas exclure.

Il ne faut pas oublier que ce sont ces **travailleurs immigrés qui font tourner l'économie et l'industrie pétrolière** (les Libyens ne sont pas connus pour être des travailleurs acharnés et ils emploient du personnel pour les tâches domestiques, l'agriculture et des nombreuses activités de service). Dans un contexte d'instabilité et d'opposition groupe à groupe, les travailleurs immigrés ne reviendront pas en Libye.

Q. : Quelle est la proportion de la communauté urbaine en Libye et son rapport avec la culture tribale ?

R. J.-Y. M. : Grâce à l'économie de rente, la Libye est une **société en transition** avec une population éduquée (hommes et femmes) et un faible taux de natalité (2,7 enfants par femme) et un niveau d'urbanisation de 85%. Des changements profonds ont eu lieu depuis 42 ans et il reste à bien étudier le caractère effectif du sentiment tribal.

Dans les zones urbaines, la question de l'attachement à la tribu perd son sens. Mais en dehors de ces zones, elle a été instrumentalisée par Kadhafi qui voulait ainsi empêcher un véritable État et cela lui permettait de contrôler la population.

Q. : En l'absence de personnalité suffisamment charismatique pour s'imposer, comment les choses pourraient évoluer ? Que pensez-vous des anciens djihadistes au pouvoir ?

R. J.-Y. M. : Abdel Hakim **Bel Hadj**, ancien djihadiste (ancien commandant du Groupe de Combat Islamique en Libye) a été blanchi pendant la révolte. En termes d'organisation politique, les djihadistes ont fomenté les premières révoltes à Benghazi et Tobrouk. Beaucoup de djihadistes sont en mesure d'exercer un **réel pouvoir qui repose sur des armes et des milices**, et les dérapages sont plus ou moins contrôlés.

Q. : Comment étaient historiquement construits les territoires en Libye ?

R. J.-Y. M. : Il y a eu des mouvements de masse notamment après la Seconde Guerre mondiale. Ce qui est plus intéressant, c'est de s'attarder sur les perspectives démographiques. Aujourd'hui, il y a 6 millions d'habitants en Libye, ils étaient à peine 2 millions il y a 50 ans. Par ailleurs, de nombreuses alliances se sont constituées. Ainsi, Kadhafi a réussi à s'agréger deux grandes tribus, les Megahra et les Warfallah, qui lui ont permis de contrôler la Tripolitaine.

Q. : Le caractère tribal est très présent mais aujourd'hui le **sentiment musulman** semble dominer et une volonté de dépasser le cadre régional pour se diriger vers la charia se dessine. Quelle est l'influence des **Émirats** et des pays arabes ?

R. J.-Y. M. : **Al Jazeera a été une arme de guerre pour mobiliser les troupes.** Pendant longtemps l'information a été contrôlée en Libye et subitement Al Jazeera s'est trouvée à côté des chaînes nationales. Le sentiment d'appartenir à la Oumma, à la communauté musulmane, peut servir de ciment mais l'Islam n'est pas spécifique à la Libye.

Q. : En Libye, il y a plein de **richesses autres que le pétrole** qui ne sont pas encore exploitées : l'agriculture, le tourisme, les énergies renouvelables etc. Pourquoi ?

R. J.-Y. M. : Bien évidemment, il existe d'autres richesses que le pétrole mais l'État n'a pas une réelle volonté de développer ce potentiel puisque le **pétrole rapportait déjà 30 à 50 milliards de dollars** directement utilisables (avant 2011, la Libye exportait 50 milliards de dollars de pétrole et importait 25 milliards pour ses besoins).

R. E.G. : Le tourisme saharien est peu développé en Libye, malgré les sites remarquables dans le sud-ouest du pays. Concernant le développement économique, il faut restaurer un climat de confiance en Libye pour que les travailleurs étrangers reviennent. Beaucoup de travailleurs noirs africains qui avaient été assimilés à des mercenaires ont dû retourner dans leur pays. Les

populations touarègues sont parties avec armes et bagages. Mais comme il n'y a rien pour les accueillir à leur retour, le risque est qu'ils décident de se servir de ces armes.

Q. : Comment les événements et la réalité libyenne sont-ils perçus en Algérie ?

R. M.C. : Dans le sud algérien, il y a une bande interdite à cause de l'arrivée de ces Touaregs maliens et nigériens armés. L'armée algérienne recherche bien sûr ces stocks secrets d'armes. Il y a également une grande base américaine près de Tamanrasset mais qu'y font-ils ? Quant aux trafiquants dans le Sahara, ils restent discrets. On n'en voit que les traces (des bidons d'essence vides pas ex.), on sait donc par où ils passent. Ils étaient surnommés les "Marlboro" en raison du trafic de cigarettes, qui a été supplanté par des trafics d'autres substances illicites.

Q. : Que le **Niger** gagne-t-il réellement à donner des **permis d'exploiter ses richesses minières** aux multinationales ?

R. E.G. : Les mines d'uranium découvertes par l'administration coloniale française ont commencé à être exploitées par Cogema en 1968. Le Niger a alors bénéficié d'une manne financière qui s'est traduite par des mesures gouvernementales en faveur de la population (suppression de l'impôt pour les paysans, augmentation de la scolarisation, construction d'infrastructures de transport, notamment pour l'exploitation minière). En 1982, le cours de l'uranium sur les marchés mondiaux chute, le Niger se voit imposer des mesures d'ajustement structurelles par le FMI et la Banque mondiale.

Depuis 2004, la demande mondiale d'uranium et donc son prix augmentent à mesure que les pays émergents s'équipent en centrales nucléaires (Chine, Inde). Le **Niger multiplie alors ses partenaires économiques** et donne des permis d'exploitation d'uranium et de gaz à des entreprises chinoises et canadiennes, la France perdant ainsi sa position de monopole. Bien sûr une partie des recettes a pu être détournée, mais il reste toujours une partie qui revient au Niger.

Q. : Quels sont les points stratégiques à observer à court ou moyen terme sur le Sahel ?

R. J.-Y. M. : L'essentiel, c'est la **stabilité de la Libye**, car elle jouait un **rôle de gendarme** et de contrôle sur l'ensemble de la région. Il faut donc regarder comment évolue la Libye : soit elle reprend son rôle parce qu'elle aura retrouvé une politique de sécurité et de stabilité, soit elle devient un ventre mou à l'image du Sahel aujourd'hui, laissant toute opportunité aux terroristes.

R. M.C. : La prospection minière dans les pays du Sahel va continuer et la cadence des usines augmenter. Le problème majeur est **l'exploitation des ressources locales en eau** pour laver les minerais avant de les expédier. Comme les nappes d'eau fossiles ne se reconstituent pas, l'exploitation industrielle au détriment des populations locales est source de conflits à terme.

R. E.G. : **Le défi demeure le sous-développement**. Les pays du Sahel (Mali, Mauritanie, Tchad, Niger) connaissent une importante croissance de leur population, supérieure à 3%, et en parallèle leurs ressources ne progressent pas. Le Niger est classé en dernier au niveau de l'indice de développement humain.

Ce café géopolitique consacré au Sahara prend fin sur l'évocation de ces enjeux. Nous remercions nos trois intervenants de nous avoir fait partager leurs analyses et leurs expériences.

Compte-rendu de Myriam Hamache et Delphine Maine

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net